



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

**Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable**

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,
sur le Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de
SAINT AMANS VALTORET (81)**

n°saisine : 2021 - 009927

n°MRAe : 2021DKO260

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales

Vu le décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels du 11 août 2020 et 21 septembre 2020 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 03 novembre 2020, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 20 octobre 2020, portant délégation à Monsieur Jean-Pierre VIGUIER, président de la MRAe, et aux autres membres de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°2021 - 009927 ;**
- **Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de SAINT AMANS VALTORET (81) ;**
- **déposé par la Communauté de communes Thoré Montagne noire ;**
- **reçue le 8 novembre 2021 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 18/11/2021 et l'absence de réponse dans un délai de 30 jours ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires du Tarn en date du 06/12/2021 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la Communauté de communes Thoré Montagne noire procède à la révision du zonage d'assainissement des eaux usées de la commune de Saint-Amans-Valtoret (superficie communale de 35,58 km², 940 habitants en 2015, avec une augmentation de la population de 0,24 %/an depuis 2006, source INSEE) et prévoit :

- le maintien des zones déjà desservies et aujourd'hui raccordées à la station d'épuration dans la zone d'assainissement collectif existante, ;
- la mise en cohérence avec le PLUi et l'extension du zonage collectif aux secteurs classés en zone U et AU à proximité immédiate des réseaux d'assainissement existant ;
- le maintien du reste de la commune en assainissement non collectif ;

Considérant la localisation de la commune :

- en partie incluse dans deux ZNIEFF¹ de type I « *Sagnes du Puech Balmes* » et « *Gorges du Banquet* » et une ZNIEFF de type II « *Sagnes du Plateau d'Angles et bassin versant de l'Arn* »;

¹ Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

- au sein du parc naturel régional du Haut Languedoc ;
- en partie dans le périmètre de protection éloignée du captage de la « *prise d'eau du barrage de la Capel* » ;

Considérant que le schéma directeur des eaux usées a inclus un diagnostic des systèmes d'assainissement ; que ce diagnostic met en avant :

- un fonctionnement conforme de la station d'épuration de Saint-Amans-Valtoret d'une capacité de 2000 EH et dont la capacité en charge organique permet de répondre aux besoins de l'urbanisation prévue dans le PLUi et aux besoins de nouveaux raccordements identifiés lors de la révision du zonage ;
- des dysfonctionnements sur les réseaux en temps de pluie à l'origine de surcharges hydrauliques au niveau de la station d'épuration ;

Considérant que le schéma directeur des eaux usées associé au zonage d'assainissement des eaux usées prévoit un plan de travaux qui consiste à limiter les entrées d'eau de pluie dans les réseaux d'assainissement ;

Considérant que le diagnostic complémentaire mené par le service public d'assainissement non collectif (SPANC) en 2019 montre que 99 % des installations d'assainissement non collectif (ANC) sont non-conformes dont trente-six installations présentent des risques forts de pollution ;

Considérant que deux-cent-une installations ANC demeurent en secteur d'assainissement non collectif et sont situées dans des habitats diffus non regroupés sur l'ensemble du territoire ; que pour l'ensemble des installations des solutions de mises aux normes existent et qu'un plan de contrôle régulier sera mis en place avec un suivi particulier sur les installations identifiées comme à risque de pollution fort (trente-six installations) ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de SAINT AMANS VALTORET (81) limite les probabilités d'incidences sur la santé et l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

Décide

Article 1^{er}

Le projet de Révision du zonage d'assainissement des eaux usées de SAINT AMANS VALTORET (81), objet de la demande n°2021 - 009927, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr

Fait à Toulouse, le 20/12/2021

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation



Thierry Galibert
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie

DREAL Occitanie

Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale

1 rue de la Cité administrative Bât G

CS 80 002 - 31 074 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.